



QUID JURIS ?

cfj**juridique**

La revue mensuelle du **C**entre de **F**ormation **J**uridique

Revue mensuelle – 30 pages

N° 26 – Juin 2025

Edito

En route vers les 40 ans de la loi Badinter

Par Fanny Luxembourg

Page 3

L'ARTICLE DU MOIS

DROIT DES AFFAIRES

L’immixtion du juge dans la relation contractuelle au service du sauvetage du contrat

Par Eden Smila

Page 5

Les actualités

Droit public

Les activités à caractère ludique ne peuvent être par principe interdites au sein des établissements pénitentiaires contrairement aux activités revêtant un caractère provocant.....Page 10

Droit des affaires

Immixtion du juge dans la fixation du prix de vente : un nouveau refus catégorique !.....Page 13

Droit civil

Clauses abusives non contrôlées, autorité de la chose jugée écartée.....Page 16

Droit social

Le droit de se taire dans les procédures disciplinaires.....Page 19

Droit pénal

Effacement des condamnations : quelles sont les conséquences d'une réhabilitation ?Page 21

Également dans l'actualitéPage 23

Le point sur ...

Le contrôleur général des lieux de privation de liberté (CGLPL)

Par Dorothee GOETZ

Page 26



Le Centre de Formation Juridique accompagne depuis plus de 20 ans les étudiants en droit vers la réussite.

INSCRIPTIONS AUX PRÉPARATIONS 2025-2026 OUVERTES !

Retrouvez le détail de nos accompagnements sur nos sites :

www.mission-avocat.fr
www.mission-magistrat.fr
www.mission-droit.fr





Dorothee GOETZ

Enseignante en droit pénal et procédure pénale au Centre de Formation Juridique
 Formatrice en matière de coopération judiciaire franco-allemande à l'Euro-institut
 Rédactrice rubrique pénal et procédure pénale pour Dalloz actualité
 Docteure en droit privé – Université de Strasbourg

Fouad KHAYAT

Avocat, contentieux civil et commercial, DLA Piper
 Mandataire d'artistes et d'auteurs
 Enseignant en droit civil et droit commercial au Centre de Formation Juridique
 Elu au sein de la Commission Permanente de l'UJA de Paris

Fanny LUXEMBOURG

Directrice pédagogique du Centre de Formation Juridique
 Responsable de la prépa Mission Magistrat
 Docteure en droit privé – Université Panthéon-Assas

Laurent MALKA

Enseignant en droit public et note de synthèse au Centre de Formation Juridique
 Professeur chez HEIP – Hautes Études internationales et Politiques
 Chargé d'enseignement à l'Université Rennes 1 et Nantes
 Diplômé de l'Université Paris-Est Créteil

Thomas MEMAIN

Rédacteur juridique au Ministère de la Justice
 Chargé d'enseignement en droit public à l'Université Panthéon-Assas et Panthéon-Sorbonne
 Doctorant en droit public

Eden SMILA

Chargée d'enseignement en droit privé à l'Université Panthéon-Assas et Vincennes-Saint-Denis, l'Institut catholique de Paris et PPA Business School Paris
 Correctrice CRFPA en droit des affaires à l'Université Panthéon-Assas et Panthéon-Sorbonne
 Doctorante en droit des sociétés et des nouvelles technologies à l'Ecole de droit de la Sorbonne

EDITO

EN ROUTE VERS LES 40 ANS DE LA LOI BADINTER

Par Fanny LUXEMBOURG

La loi n° 85-677 du 5 juillet 1985 tendant à l'amélioration de la situation des victimes d'accidents de la circulation et à l'accélération des procédures d'indemnisation, dite loi Badinter, fête ses quarante ans le 5 juillet 2025. Elle a doté le droit français d'un système spécifique de réparation des dommages consécutifs à un accident de la route. Sa longévité, pour une loi datant de l'époque contemporaine, est le reflet de la qualité du texte et de l'efficacité du mécanisme mis en place, sous l'égide de Robert Badinter alors Garde des Sceaux, ministre de la Justice.

Avant cette réforme, le Code civil de 1804 ne prévoyait (évidemment) rien sur les accidents de la circulation. La jurisprudence les a soumis, un siècle plus tard avec l'arrêt Jand'heur (Ch. Réunies, 13 février 1930), à la responsabilité du fait des choses de l'article 1384 alinéa 1^{er} ancien, devenu 1242 alinéa 1^{er} à l'occasion de la réforme de 2016. Même si le régime de la responsabilité du fait des choses était plus favorable à la victime que celui de la responsabilité pour faute, il a été jugé inadapté aux véhicules terrestres à moteur et insuffisamment protecteur des victimes d'accidents de la circulation. Notamment, du point de vue des causes d'exonération de l'auteur du dommage, la faute de la victime, même privée de discernement, emportait réduction de son droit à indemnisation (Cass. Civ. 2, 21 juillet 1982, n° 81-12.850, Desmares).

La loi de 1985 consacre un système dérogatoire par rapport au droit commun, du moins s'agissant du régime de réparation des dommages corporels, à la fois efficace et original. L'efficacité du système mis en place tient d'abord à son caractère exclusif : la loi de 1985 est seule applicable dès lors que ses conditions sont réunies, à l'exception de tout autre régime de responsabilité. Ainsi, les articles 1240 et 1242 du Code civil en particulier sont-ils écartés.

L'efficacité tient ensuite au fait que la loi transcende la distinction classique entre la responsabilité contractuelle et la responsabilité extra contractuelle.



Autrement dit, les mêmes règles s'appliquent, que la victime ait été, ou non, liée à l'auteur du dommage par un contrat. La simplicité et l'unité l'emportent, là où cette distinction classique du droit de la responsabilité soulève ailleurs d'innombrables difficultés.

L'originalité de la loi Badinter réside d'abord dans ses conditions d'application énumérées en son article 1^{er}. Elle s'applique dès lors qu'un véhicule terrestre à moteur, défini largement comme tout véhicule muni d'un moteur, susceptible de transporter des choses ou des personnes et circulant sur une voie de circulation (automobiles, camions, motocyclettes, tracteurs, mais également engins agricoles, quads, tondeuses autoportées...) est impliqué dans un accident de la circulation. Cette notion d'implication est atypique et ne se confond pas avec la notion plus habituelle en droit français de causalité. La jurisprudence a d'ailleurs dû en dégager les éléments constitutifs, considérant que si la seule présence d'un véhicule sur les lieux d'un accident ne suffit pas à en caractériser l'implication, tout véhicule ayant participé, de quelque manière que ce soit, à la production du dommage est impliqué au sens de la loi. Autrement dit, la responsabilité est totalement déconnectée de l'idée de faute du conducteur. La spécificité du régime de responsabilité tient également à la protection particulière accordée aux victimes, selon une distinction fondée sur l'âge et la qualité de conductrices ou non conductrices ; le système étant particulièrement protecteur des victimes non conductrices qui ne peuvent se voir opposer que leur faute inexcusable lorsque celle-ci a été la cause exclusive du dommage (art. 3).

Autrement dit, la loi Badinter a consacré un système de réparation des dommages qui obéit plus à une logique de garantie qu'à un système de responsabilité *stricto sensu*. Malgré son succès, elle n'a pour l'heure jamais reçu les honneurs d'une intégration dans le Code civil, contrairement par exemple à la responsabilité pour troubles anormaux du voisinage. Quel dommage ! C'est le cas de le dire ...

L'immixtion du juge dans la relation contractuelle au service du sauvetage du contrat

 Par Eden SMILA

L'article 1101 du Code civil définit la relation contractuelle comme étant « un accord de volontés entre deux ou plusieurs personnes destinées à créer, modifier, transmettre ou éteindre des obligations. ». Le Code civil énumère des types de contrats pour les classer de manière générale¹ en distinguant, par exemple, le contrat synallagmatique du contrat unilatéral², le contrat à titre onéreux du contrat à titre gratuit³, ou encore le contrat de gré à gré du contrat d'adhésion⁴.

Chaque relation contractuelle relève nécessairement d'une qualification, qui permet de lui appliquer le régime et les sanctions lui correspondant : c'est une opération juridique essentielle. Les parties doivent également choisir leurs obligations réciproques qui découlent de la qualification juridique du contrat et de leur volonté, tout en respectant les limites fixées par la loi et l'ordre public⁵.

En pratique, le juge est soucieux de la sauvegarde des relations contractuelles qui relient juridiquement et économiquement les personnes physiques ou morales. Annuler une telle relation constitue un anéantissement réciproque de leurs obligations, de manière rétroactive⁶, les obligeant à restituer la chose ou la valeur de leur prestation⁷. Pour éviter d'appliquer cette lourde sanction, le juge peut sauver la relation contractuelle de la nullité, en requalifiant, à titre d'illustration, le contrat de bail d'habitation, en contrat de prêt à usage⁸, à condition cependant que la volonté des parties reflète le souhait de l'une de mettre à disposition son bien en jouissance gratuite à une autre pendant une durée déterminée, et le souhait de l'autre de le lui rendre⁹.

De quelle manière le juge s'immisce-t-il dans la relation contractuelle des parties ?

Cette étude succincte a pour objectif de montrer que le juge bénéficie du pouvoir de requalifier la dénomination que les parties ont choisie (1.) pour sauver la relation contractuelle (2.).

¹ C. civ., art. 1105 à 1111- ; ² C. civ., art. 1106 ; ³ C. civ., art. 1107 ; ⁴ C. civ., art. 1110 ; ⁵ C. civ., art. 1102 ; ⁶ C. civ., art. 1178 ; ⁷ C. civ., art. 1352 à 1352-9 ; ⁸ C. civ., art. 1875 et 1876 ; ⁹ Civ. 3, 22 mars 2018, n° 16-26150

1. Le pouvoir du juge de restituer la qualification exacte du contrat

Le juge du fond a le pouvoir de procéder à un examen factuel pour connaître la volonté des parties, permettant au juge de la Cour de cassation de requalifier la dénomination que les parties en ont faite. Cette situation s'illustre aussi bien en droit civil (A), qu'en droit des sociétés (B).

A. La requalification en droit civil

Le juge peut requalifier le contrat, en substituant une nouvelle qualification à la qualification choisie initialement par les cocontractants.

Dans la première hypothèse, il s'agit de remplacer un contrat nommé, par un autre contrat nommé, comme c'est le cas du contrat de vente et du contrat d'entreprise qui peuvent parfois se confondre, alors qu'ils sont distincts. Dans le premier, la vente de la chose est faite sur des produits qui répondent à des caractéristiques définies à l'avance et fabriquée en série¹⁰, tandis que le second cas correspond à la vente de choses réalisées sur mesure, faites par le fabricant qui travaille sur les instructions et directives du client pour répondre à ses besoins spécifiques¹¹. Le juge peut substituer l'un à l'autre.

Dans la seconde hypothèse, il s'agit de qualifier un contrat innomé¹² pour lui attribuer un régime juridique spécifique ou un régime qui se rapprocherait d'un ou de plusieurs contrats nommés¹³. En cas d'échec, le juge qualifiera le contrat de contrat *sui generis*¹⁴.

¹⁰ Com. 17 mars 1998, n° 95-17997, B. IV, n° 104 ; CCC 1998, n° 88, note L. Leveneur ; Com. 6 mars 2001, n° 98-17015, JCP 2001, II, 10564, note F. Labarthe ; Com. 27 novembre 2001, n° 99-13133, CCC 2002, n° 42, note L. Leveneur ; Civ. 3, 11 juillet 2012, n° 11-16414 ; Com. 14 octobre 2014, n° 12-23948.

¹¹ Com. 4 juillet 1989, n° 88-14371, B. IV, n° 210 ; JCP 1990, II, 21515, note Y. Dagorne-Labbé ; RTD civ. 1990, 105, obs. Ph. Rémy ; Com. 3 janvier 1995, n° 92-20735, B. IV, n° 2 ; JCP 1995, I, 3880, n° 1, obs. F. Labarthe ; Civ. 1, 14 décembre 1999, n° 97-19620, B. I, n° 340 ; Com. 7 novembre 2006, préc. ; Civ. 1, 9 septembre 2020, n° 18-25913 ; Civ. 1, 16 mars 2022, n° 20-13552 (B), RDC 2022/2, p. 130, obs. F. Danos (sol. impl.) ; Civ. 3, 20 avril 2022, n° 21-14182 (B) ; RDC 2022/3, p. 37, obs. L. Thibierge ; rapp. Civ. 3, 18 novembre 2009, n° 08 19355, B. III, n° 252 ; cf. déjà, esquissant ce critère antérieurement aux arrêts précités : Civ. 3, 5 février 1985, B. III, n° 23 ; D. 1986, J. 499, note J. Huet ; RTD civ. 1985, 737, obs. Ph. Rémy.

¹² C. civ., art. 1105.

¹³ Civ. 1, 22 mars 2012, n° 10-20749, B. I, n° 63.

¹⁴ Bénabent, op. cit., n° 8 ; Malaurie, Aynès et Gautier, op. cit., n° 19 ; F. Collart Dutilleul et Ph. Delebecque, Contrats civils et commerciaux, 11ème éd., Dalloz, 2019, n° 25-26.

B. La requalification en droit des sociétés

Un exemple jurisprudentiel récent nous est donné en droit des sociétés, concernant plus particulièrement le contrat de mandat de représentation de la société en formation.

Antérieurement, les juges considéraient que le contrat de mandat donné au futur gérant devait obligatoirement contenir la mention « au nom de la société en formation » ou « pour le compte de la société en formation », voire les deux mentions réunies, pour être valable¹⁵.

Récemment, la Cour de cassation a opéré un revirement de jurisprudence en affirmant que seule la commune intention des parties suffisait : « L'exigence selon laquelle l'acte doit, expressément et à peine de nullité, mentionner qu'il est passé "au nom" ou "pour le compte" de la société en formation ne résultant pas explicitement des textes régissant le sort des actes passés au cours de la période de formation, il apparaît possible et souhaitable de reconnaître désormais au juge le pouvoir d'apprécier souverainement, par un examen de l'ensemble des circonstances, tant intrinsèques à l'acte qu'extrinsèques, si la commune intention des parties n'était pas que l'acte fût conclu au nom ou pour le compte de la société en formation et que cette société puisse ensuite, après avoir acquis la personnalité juridique, décider de reprendre les engagements souscrits »¹⁶. Cette solution a été réaffirmée à plusieurs reprises, de manière successive¹⁷.

Si le juge requalifie la relation contractuelle, c'est pour la faire échapper à la nullité (2.).



¹⁵ Cf. par ex. Cass. 2^e civ. 28 sept. 2017, n°16-20.903 ; Cass. Com., 13 déc. 2005, n°03-19.429 ; Cass. Com., 11 juin 2013, n°11-27.356).

¹⁶ Cass. Com., 29 nov. 2023, n° 22-12.865, 22-18.295 et 22-21.623.

¹⁷ Cf. CA Papeete, 8 sept. 2022, n° 19/00450 ; Cass. com., 9 oct. 2024, n° 23-12.401 ; Cass. 3e civ., 17 oct. 2024, n° 22-21.616 ; Cass. com., 6 nov. 2024, n°23-20.089.

2. La nécessité de sauver les relations contractuelles



En tenant compte de la volonté des parties, le juge requalifie le contrat lorsqu'il estime que les contreparties sont incohérentes (A) ou lorsque le prix n'est ni réel, ni sérieux (B).

A. Une requalification en cas d'incohérence des contreparties

“ Les parties se trompent parfois lorsqu'elles qualifient elles-mêmes leur relation contractuelle sans recourir à un professionnel du droit, ayant pour conséquence d'être titulaires d'obligations réciproques, ne correspondant pas à la dénomination de leur contrat. ”

Les parties se trompent parfois lorsqu'elles qualifient elles-mêmes leur relation contractuelle sans recourir à un professionnel du droit, ayant pour conséquence d'être titulaires d'obligations réciproques, ne correspondant pas à la dénomination de leur contrat.

C'est par exemple le cas en matière de baux à usage d'habitation, contrat par lequel le bailleur confère la jouissance de son bien au preneur, en contrepartie du paiement d'un loyer¹⁸. Comme le paiement d'un loyer constitue l'essence même de la contrepartie de ce contrat, il peut certes être modique¹⁹, mais ne saurait être dérisoire²⁰, sous peine d'être frappé, en théorie, de nullité pour absence de contrepartie convenue²¹.

¹⁸ C. civ., art. 1709, 1719 et 1728.

¹⁹ Cf par ex. Civ. 3, 15 mai 1973, n° 71-12841, B. III, n° 336 ; Versailles 22 juin 2001, D. 2002, somm. 1719, obs. Centre de recherche de droit privé de Nancy II.

²⁰ Cf par ex. Civ. 3, 27 avril 1976, n° 74-13925, B. III, n° 176 ; Civ. 3, 14 janvier 2004, n° 02-12663, B. III, n° 6 ; RDC 2004, 708, obs. J.-B. Seube.

²¹ C. civ., art. 1169.

B. Une requalification en cas d'absence de prix réel et sérieux

En matière de vente, le juge peut sauver la relation contractuelle en qualifiant le contrat de donation déguisée ou de donation indirecte.

Le juge qualifie le contrat de vente en donation déguisée²² lorsque les parties utilisent la technique de la simulation²³, qui leur permet de conclure un acte apparent moyennant le paiement d'une somme suffisante pour constituer la contrepartie d'un contrat de vente, et un acte secret, moyennant un autre prix insuffisant pour qualifier le contrat de vente. Le second contrat est en réalité une donation, d'où la terminologie de « donation déguisée » utilisée.

Il qualifie également le contrat de vente de donation indirecte, lorsque les parties s'accordent sur une somme d'argent bien trop faible pour constituer une contrepartie suffisante du contrat de vente, faisant ainsi échec à le qualifier comme tel²⁴.

L'acte est requalifié, à condition toutefois de respecter les conditions de fond de la donation, à savoir le « vendeur » qui doit être animé d'une intention libérale²⁵, dérogeant ainsi au formalisme strict en matière de donation²⁶.



L'article 1103 du Code civil ne dispose-t-il pas que : « Les contrats légalement formés tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faits. », liant ainsi les parties à la dénomination qu'ils donnent à leurs obligations réciproques ? Cette affirmation reviendrait à considérer que le juge qui procède à une requalification de la relation contractuelle, dérogerait à ce principe, mettant à mal la liberté contractuelle²⁷. Elle peut toutefois être aisément réfutée pour deux raisons. Premièrement, si le juge porte atteinte à la qualification opérée initialement par les cocontractants, c'est pour donner une qualification juridique exacte de leur relation contractuelle et enfin, il ne saurait porter atteinte à la volonté des parties, puisque bien au contraire : c'est sur cette donnée qu'il s'appuie pour requalifier le contrat.²⁸

²² Cf. par ex. Civ. 1, 12 octobre 1964, B. I, n° 438 ; Civ. 1, 22 octobre 1975, n° 73-14076, B. I, n° 288 ; Civ. 1, 29 mai 1980, n° 79-11378, B. I, n° 164 ; D. 1981, J. 273, note I. Najjar ; Defrénois 1980, 1562, obs. G. Champenois ; RTD civ. 1981, 273, obs. J. Patarin ; Civ. 1, 27 octobre 1993, n° 91-11648, B. I, n° 300 ; RTD civ. 1996, 218, obs. J. Patarin ; Civ. 1, 1er octobre 2016, n° 94-20205.

²³ C. civ., art. 1201.

²⁴ Civ. 1, 22 mars 2012, n° 10-20749, B. I, n° 63.

²⁵ C. civ., art. 894.

²⁶ C. Civ, art. 931.

²⁷ C. civ, art. 1102.

DROIT PUBLIC

CE., 19 mai 2025

n° 502367

ACTUALITES

Les activités à caractère ludique ne peuvent être par principe interdites au sein des établissements pénitentiaires contrairement aux activités revêtant un caractère provocant

 **Par Thomas MEMAIN**

Le Conseil d'État s'est prononcé sur la légalité d'une instruction du 19 février 2025 prise par le ministre d'État, garde des Sceaux, ministre de la Justice, visant à encadrer les activités pouvant être proposées aux personnes détenues et plus particulièrement en ce qu'elle prévoit l'interdiction d'organiser toute activité « ludique ou provocante ». Il opère une distinction entre les activités « ludiques » qui ne peuvent faire l'objet d'une interdiction de principe et les activités « provocantes » qui le peuvent.

Dans un arrêt rendu le 19 mai 2025, la 10ème et 9ème chambres réunies du Conseil d'État ont eu à connaître d'un contentieux relatif à une instruction prise par le ministre d'État, garde des Sceaux, ministre de la Justice visant à interdire les activités « ludiques ou provocantes » aux personnes détenues au sein des établissements pénitentiaires.

En l'espèce, le ministre d'État, garde des Sceaux, ministre de la Justice a adressé au directeur de l'administration pénitentiaire une instruction visant à

préciser le régime applicable aux activités proposées aux personnes placées sous-main de justice, compte tenu de l'objectif de réinsertion que ces activités doivent poursuivre tout en invitant les directeurs interrégionaux de l'administration pénitentiaire à faire preuve de rigueur et de discernement dans le choix des activités pouvant être retenues.

Estimant que cette instruction portait atteinte aux droits fondamentaux des personnes détenues, la Section française de l'Observatoire international des

prisons (OIP-SF), l'Union syndicale des syndicats SPIP, le Syndicat national de l'ensemble des personnels de l'administration pénitentiaires (SNEPAP-FSU), le Syndicat de la magistrature, l'Association mouvement national, le CRI, la Ligue des droits de l'Homme et l'Association des avocats pour la défense des droits des détenus (A3D) ont demandé l'annulation pour excès de pouvoir de ladite instruction.

Si le Conseil d'État considère que cette instruction est susceptible d'avoir des effets notables sur les droits ou la situation des personnels de l'administration pénitentiaire, des personnes détenues, des avocats et de tiers justifiant la recevabilité de la requête en excès de pouvoir, il rejette toutefois la requête du Syndicat de la magistrature, qui, de par ses statuts, ne justifie pas d'un intérêt lui permettant de demander l'annulation de cette instruction.

La question qui se posait à la juridiction suprême de l'ordre administratif était alors celle de savoir dans quelle mesure une instruction ministérielle visant à interdire l'ensemble des « activités ludiques ou provocantes » au sein des établissements pénitentiaires était, ou non, conforme au code pénitentiaire et à la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

À cette question, le Conseil d'État répond en deux temps. Tout d'abord, en ce qui concerne l'interdiction des activités à caractère ludique, puis, en ce qui concerne l'interdiction des activités à caractère provocant.

S'agissant de l'interdiction des activités ludiques, le Conseil d'État fait en premier lieu un rappel des fonctions que revêt la peine pénale ainsi que du régime d'exécution des peines privatives et restrictives de liberté issu de l'article L. 130-1 du code pénal et de l'article 707 du code de procédure pénale, qui outre, le fait de sanctionner l'auteur de l'infraction, vise à « *favoriser son amendement, son insertion ou sa réinsertion* » et à « *lui permettre d'agir en personne responsable, respectueuse des règles et des intérêts de la société et d'éviter la commission de nouvelles infractions* ». En second lieu, il effectue un rappel des dispositions du code pénitentiaire qui prévoient les obligations en matière d'activités proposées aux personnes détenues. Celles-ci peuvent être conformément à l'article R. 411-1 dudit code, des activités relevant de l'un des domaines suivants : « *travail, formation professionnelle, insertion par l'activité économique, enseignement, activités éducatives, culturelles, socio-culturelles, sportives et physiques* ». Également, il est prévu la possibilité pour les personnes détenues, conformément à l'article R. 411-8 du même code, de

participer à des activités qui excluent toute idée de gain comme des « *activités socioculturelles* » visant à « *développer les moyens d'expression, les connaissances et les aptitudes des personnes détenues* ». Ces activités s'exercent sous le contrôle du personnel pénitentiaire et peuvent faire l'objet d'une interdiction par le chef d'établissement pour des raisons d'ordre et de sécurité, ainsi qu'à la jurisprudence prévoyant que l'ordre public interne à l'établissement relève du chef de service (CE, sect., 7 février 1936, Jamart, n° 43321).

En tout état de cause, le Conseil d'État, conformément aux conclusions du rapporteur public, fait droit à la demande d'annulation de l'instruction ministérielle dès lors que celle-ci prévoit que l'ensemble des activités ludiques sont par « principe » interdites.

S'agissant de l'interdiction des activités à caractère provocant : le Conseil d'État

considère que le ministre d'État, garde des Sceaux, ministre de la Justice, par son instruction n'a pas porté atteinte aux dispositions du code pénitentiaire, ni aux dispositions prévues aux articles 3 et 8 de la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, dès lors que le terme « provocant » doit être regardé comme ayant entendu rappeler que ne peuvent être proposées aux personnes détenues des activités, qui sont, en raison de leur objet, du choix des participants ou de leurs modalités pratiques, de nature à porter atteinte au respect dû aux victimes.

Dès lors, le Conseil d'État, également, conformément aux conclusions du rapporteur public, annule l'instruction ministérielle, mais seulement en ce qui concerne l'interdiction de principe de toutes activités à caractère ludique.

ACTUALITES

DROIT DES AFFAIRES

Cass. Com., 4 juin 2025

n° 24-11.580

Immixtion du juge dans la fixation du prix de vente : un nouveau refus catégorique !

Par Eden SMILA

Dans un arrêt du 4 juin 2025, la Chambre commerciale de la Cour de cassation a réaffirmé que le juge n'a pas le pouvoir de fixer le prix de vente d'une cession de fonds de commerce, pouvoir qui revient exclusivement aux parties ou à un tiers expert en cas de désaccord.

En l'espèce, une promesse de cession de fonds de commerce sous conditions suspensives a été conclue entre deux sociétés, prévoyant que le prix de cession « serait fixé à 80 % du chiffre d'affaires annuel de référence, défini comme celui des douze derniers mois d'exploitation antérieurs à l'antépénultième mois précédant la cession, dont devaient être retranchés divers éléments, à savoir : les ventes de marchandises faites « hors comptoir », la location de matériel médical, les ventes de marchandises associées à l'activité de location de matériel médical, les prestations de production faites avec les laboratoires pharmaceutiques, les indemnités

d'astreinte et la somme forfaitaire de 20 000 euros correspondant au « taux de substitution minimal » normalement attendu ». La promesse prévoyait, en outre, le recours à un expert en cas de désaccord des parties sur le bilan, dont était extrait le chiffre d'affaires, et en cas de désaccord sur la détermination du prix définitif. Ladite promesse prévoyait que si la dernière hypothèse était remplie, à défaut d'accord des parties sur l'identité de l'expert à désigner ou si l'expert désigné n'avait pas rempli sa mission dans un délai de six mois, il devait être désigné par le président du tribunal de commerce de Niort, saisi par la partie la plus diligente.

Les parties ont signé l'acte définitif le 31 mars 2016 et les comptes de l'année 2015 n'étant pas arrêtés à cette date, un prix provisoire a été fixé. Après communication du prix définitif, deux désaccords sont survenus : le premier portant sur le chiffre d'affaires de l'année 2015, les parties ont désigné d'un commun accord un expert qui a procédé à l'évaluation du chiffre d'affaires total annuel ; le second portant sur le montant des retraitements à effectuer. La société cédante a assigné devant le tribunal de commerce de Niort la société cessionnaire afin de solliciter, à titre principal, la fixation définitive du prix et la condamnation du cessionnaire à lui payer le solde restant dû et, à titre subsidiaire, une expertise judiciaire pour fixer le prix définitif par application du mécanisme de calcul stipulé au contrat.

“ Autrement dit, le juge ne peut procéder lui-même à la fixation du prix de la vente, qui est exclusivement fixé soit par les parties, soit par le tiers qu’elles désignent, en cas de désaccord.

La Cour de cassation donne ainsi une lecture conforme des textes, dans son attendu qui pose le principe selon lequel le prix de la vente doit être déterminé et désigné par les parties, mais qu’il peut être laissé à l’estimation d’un tiers, sans que le juge ne puisse procéder à une telle fixation.”

Le 12 décembre 2023, la Cour d'appel de Poitiers a rejeté l'ensemble des demandes de la société cédante aux motifs d'une part, qu'il lui revenait de chiffrer elle-même le montant des éléments à retrancher du chiffre d'affaires de l'exercice 2015 et, d'autre part, que le Tribunal de commerce avait procédé à la fixation judiciaire du prix, en raison du désaccord survenu entre les parties.

Le pourvoi est composé d'un moyen unique divisé en deux branches. La société demanderesse reproche aux juges d'avoir fixé eux-mêmes le montant des éléments à retrancher, ce qui a eu pour conséquence de déterminer le prix de la cession.

En cas de désaccord survenu entre les parties sur le prix de la cession d'une

vente de fonds de commerce, le juge peut-il fixer lui-même le montant ?

La Cour de cassation répond par la négative en cassant l'arrêt d'appel pour violation de la loi, au visa des articles 1591 et 1592 du Code civil. La Chambre commerciale reproche donc aux juges du fond d'avoir interprété ces articles de manière erronée, qui ont confirmé le montant des éléments de retranchements à prendre en compte pour le calcul du montant total du prix de la cession, fixé par le Tribunal de commerce.

Autrement dit, le juge ne peut procéder lui-même à la fixation du prix de la vente, qui est exclusivement fixé soit par les parties, soit par le tiers qu'elles désignent, en cas de désaccord.

La Cour de cassation donne ainsi une lecture conforme des textes, dans son attendu qui pose le principe selon lequel le prix de la vente doit être déterminé et désigné par les parties, mais qu'il peut être laissé à l'estimation d'un tiers, sans que le juge ne puisse procéder à une telle fixation. La lettre de l'article 1592 ajoute même que « si le tiers ne veut ou ne peut faire

l'estimation, il n'y a point de vente, sauf estimation par un autre tiers ».

Cette solution s'inscrit dans une jurisprudence déjà bien établie qui refuse que les juges puissent eux-mêmes déterminer les éléments à prendre en compte pour fixer le prix d'une cession (v. par ex. Civ. 1^{re}, 24 févr. 1998, n° 96-13.414 : « Cassation, pour violation de l'art. 1591, de l'arrêt qui, en affirmant qu'en l'absence de désaccord entre les parties à l'époque de

la cession, il faut se référer au principe selon lequel le prix d'une action est au moins celui de sa valeur au jour de la négociation, se déterminant ainsi par des éléments extérieurs à l'acte et procédant à une fixation judiciaire du prix... »), en affirmant qu'il faut s'en

tenir aux méthodes d'évaluation fixées par les parties (v. par ex. Civ. 3^e, 4 oct. 1989, n° 88-10.753 : « Lorsqu'une promesse de vente conclue pour un prix fixé « valeur 1979 » ne prévoit pas expressément les modalités d'actualisation du prix, ce prix n'est ni déterminé ni déterminable, les juges ne pouvant se substituer aux parties pour choisir ces modalités d'actualisation ».).



DROIT CIVIL

Cass. civ. 2, 12 juin 2025

n° 22-22.946

ACTUALITES

Clauses abusives non contrôlées, autorité de la chose jugée écartée !

 **Par Fouad KHAYAT**

Dans un arrêt du 12 juin 2025, la deuxième chambre civile de la Cour de cassation réaffirme que le juge demeure tenu d'examiner le caractère abusif de clauses contractuelles, quand bien même une précédente décision aurait acquis l'autorité de la chose jugée, dès lors que cette question n'a pas été expressément tranchée au fond.

Dans son arrêt du 12 juin 2025, la deuxième chambre civile de la Cour de cassation approfondit une question délicate au croisement du droit de la consommation et de la procédure civile : celle du contrôle d'office des clauses abusives par le juge, y compris au stade de l'exécution forcée ou d'une procédure collective, en présence d'une décision antérieure revêtue de l'autorité de la chose jugée. Ce faisant, elle poursuit ainsi un alignement progressif du droit français avec la jurisprudence européenne, notamment celle issue de l'arrêt *Banco Primus* (CJUE, 26 janv. 2017, C-421/14).

En l'espèce, une banque avait consenti à une personne physique un crédit immobilier libellé en devise étrangère, garanti par une hypothèque. Ce contrat de prêt comportait notamment une

clause de remboursement dans la devise étrangère concernée, une clause relative au risque de change, ainsi qu'une clause prévoyant des commissions de change.

L'emprunteur s'étant trouvé en situation de défaillance, la banque a engagé une procédure de saisie immobilière afin de réaliser l'hypothèque et d'obtenir le remboursement de sa créance, en l'absence d'exécution volontaire. Quelques années plus tard, l'emprunteur a été placé en liquidation judiciaire. Il a alors saisi le juge-commissaire pour contester le caractère abusif de certaines clauses du contrat de prêt.

Par un jugement du 4 décembre 2019, ces demandes ont été déclarées

prescrites, empêchant ainsi tout contrôle de fond sur la validité des clauses litigieuses. Ce jugement a acquis l'autorité de la chose jugée, faute d'appel recevable de la part du débiteur.

Parallèlement, la créance de la banque a été admise au passif de la procédure collective à titre privilégié. L'emprunteur a de nouveau contesté cette admission, invoquant encore une fois le caractère abusif de certaines clauses. Il s'est toutefois heurté à l'argument selon lequel l'autorité de la chose jugée attachée au jugement de 2019 faisait obstacle à toute nouvelle contestation sur ce fondement.

L'emprunteur a interjeté appel de cette décision, en maintenant son argumentation fondée sur le caractère abusif des clauses. La cour d'appel a déclaré ses moyens irrecevables, au motif qu'ils avaient déjà été soulevés dans une instance antérieure, et que le jugement de 2019, bien qu'il ait statué sur la prescription des demandes, s'opposait à un nouvel examen du caractère abusif des clauses en vertu de l'autorité de la chose jugée.

L'emprunteur s'est alors pourvu en cassation. La deuxième chambre civile de la Cour de cassation, dans un arrêt du 12 juin 2025, casse l'arrêt d'appel au motif que la Cour d'appel « *était tenue de procéder à l'examen du caractère*

abusif des clauses litigieuses, auquel ne s'était livrée aucune autre juridiction, sans que l'autorité de la chose jugée d'un jugement ni son caractère irrévocable ne puissent faire obstacle à cet examen ». En d'autres termes, la Haute juridiction indique que l'autorité de la chose jugée ne fait pas obstacle à un contrôle d'office des clauses abusives, tant qu'aucune juridiction ne s'est encore prononcée sur le fond de leur caractère abusif. Ce principe, déjà affirmé dans un avis de juillet 2024 (Cass. Civ. 2^e, 11 juillet 2024, 24-70.001), reprend fidèlement la jurisprudence de la CJUE. Le cœur du raisonnement réside dans le fait que le précédent jugement du 4 décembre 2019, en déclarant les demandes prescrites, n'avait pas examiné les clauses litigieuses sur le fond. Par conséquent, la cour d'appel aurait dû procéder à ce contrôle, même au stade d'une mesure d'exécution ou d'une procédure collective.

La portée de cette décision est double :

- Sur le plan procédural, elle consacre la possibilité d'un contrôle d'office des clauses abusives à un stade très avancé de la procédure, y compris en phase d'exécution ou devant le juge commissaire. Cela instaure une certaine insécurité pour le créancier, dont les droits peuvent être remis en cause

même après un jugement ou une admission au passif.

- Sur le plan substantiel, elle réaffirme l'imprescriptibilité du caractère abusif des clauses, tant qu'aucune juridiction ne s'est prononcée sur leur validité au fond. Le caractère tardif de l'exception est donc sans incidence, dans une logique conforme à la directive européenne sur les clauses abusives et à la mission active du juge en matière de protection du consommateur.

Toutefois, la Cour précise que le contrôle n'est possible qu'en l'absence d'un examen antérieur au fond. Si un juge s'est déjà prononcé sur le caractère abusif d'une clause, l'autorité de la chose jugée s'impose et le débat ne peut être rouvert. Ainsi, cet arrêt du 12 juin 2025 ne menace pas le principe de sécurité juridique, mais le subordonne à un examen effectif et préalable du contrat.

Cette décision s'inscrit dans une jurisprudence désormais constante,

marquée par un renforcement du pouvoir du juge en matière de lutte contre les clauses abusives. Elle s'appuie sur des décisions récentes de la CJUE qui mettent en avant le principe d'effectivité, obligeant les juridictions nationales à un contrôle substantiel, même face à des décisions antérieures formellement définitives.

La décision s'inscrit également dans une dynamique jurisprudentielle française de réhabilitation du pouvoir du juge face aux clauses abusives, notamment dans des domaines sensibles comme le crédit immobilier.

En conclusion, l'arrêt du 12 juin 2025 participe à un recentrage du débat juridictionnel autour de l'exigence d'un contrôle réel et effectif, et non simplement formel. Le message est clair : tant qu'aucun juge ne s'est prononcé sur le caractère abusif d'une clause, le débat reste ouvert, indépendamment de la prescription ou de l'autorité de la chose jugée.

ACTUALITES

DROIT SOCIAL

Soc., QPC, 20 juin 2025

n° 25-11.250 et 25-40.012

Le droit de se taire dans les procédures disciplinaires

Par Laurent MALKA

Dans deux décisions du 20 juin 2025, la Cour de cassation transmet au Conseil constitutionnel deux questions prioritaires de constitutionnalité portant sur les dispositions des articles L.1332-2 et L.1232-3 du code du travail, qui ne prévoient pas la notification aux salariés faisant l'objet d'une sanction disciplinaire, de leur droit de se taire durant leur entretien ainsi que durant l'entretien préalable au licenciement disciplinaire.

Deux arrêts du 20 juin 2025 de la chambre sociale de la Cour de cassation évoquent la question du droit de se taire lors d'un entretien préalable à un licenciement disciplinaire. Ils peuvent être rapprochés d'un troisième, du Conseil d'Etat, en date du 18 juin 2025 (CE n° 502832). Ces décisions soulèvent la question de la conformité à la Constitution des articles du Code du travail relatifs à l'entretien préalable au licenciement disciplinaire, notamment en l'absence d'une mention explicite du droit pour le salarié de garder le silence.

Le Conseil d'Etat a été confronté à une question prioritaire de constitutionnalité (QPC) soulevée par une salariée dans le cadre d'une contestation de son licenciement. La requérante soutenait que les art. L. 1232-2, L. 1232-3, L. 1232-4 et L. 1332-2 du Code du travail, qui encadrent l'entretien préalable au licenciement pour motif personnel et la

procédure disciplinaire, méconnaissaient l'art. 9 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 qui dispose que « *Tout homme étant présumé innocent jusqu'à ce qu'il ait été déclaré coupable, s'il est jugé indispensable de l'arrêter, toute rigueur qui ne serait pas nécessaire pour s'assurer de sa personne doit être sévèrement réprimée par la loi* ». Selon elle, ces dispositions devraient prévoir que le salarié soit informé de son droit de se taire avant son audition, en particulier en cas de licenciement disciplinaire.

Le Conseil d'Etat estime que la question est applicable au litige, qu'elle n'a pas déjà été jugée conforme par le Conseil constitutionnel (ou qu'un changement de circonstances, notamment la décision n° 2023-1074 QPC du 8 décembre 2023 sur le principe selon lequel nul n'est tenu de s'accuser, justifie un nouvel examen), et qu'elle présente un caractère sérieux. En

conséquence, il renvoie la QPC au Conseil constitutionnel.

Des salariées ont soulevé cette même problématique devant la Cour de cassation, dans le cadre de leurs contestations de licenciement pour faute grave. Dans la première espèce, la requérante vise l'art. L. 1332-2 du Code du travail (procédure disciplinaire) et la seconde combine les art. L. 1232-3 (entretien préalable au licenciement) et L. 1332-2. Dans les deux cas, elles interrogent la conformité de ces dispositions à l'art. 9 de la DDHC, au motif qu'elles ne prévoient pas la notification du droit de se taire. Selon la Chambre sociale, il « *pourrait être estimé qu'un salarié faisant l'objet d'une procédure de licenciement pour motif disciplinaire ne peut être entendu sur les manquements qui lui sont reprochés par l'employeur sans être préalablement informé du droit qu'il a de se taire* ». Les QPC sont renvoyées au Conseil constitutionnel.

Toutes décisions témoignent d'une préoccupation croissante quant à l'application du principe du droit de ne pas s'auto-incriminer, découlant de l'art. 9 DDHC, dans le cadre des procédures de licenciement disciplinaire. Le Conseil constitutionnel sera donc amené à statuer sur la question de savoir si le Code du travail doit être interprété comme incluant l'obligation pour l'employeur d'informer le salarié de son droit de se taire lors de l'entretien préalable au licenciement disciplinaire. L'issue de ces QPC pourrait avoir un impact significatif sur la procédure de licenciement en France.

Ces décisions vont en effet dans le sens d'une généralisation des garanties procédurales au-delà du procès judiciaire. Le droit au silence, bien établi en droit pénal, s'étend progressivement aux procédures disciplinaires. Ces décisions semblent poursuivre la jurisprudence du Conseil Constitutionnel (Cons. const. 8 décembre 2023, n° 2023-1074 QPC) reprise pour les procédures disciplinaires des magistrats (Cons. const., 26 juin 2024, n°2023-1074 QPC). Il ne s'agit pas tant d'un simple droit de se taire, mais plutôt de l'obligation pour l'administration d'informer la personne mise en cause, de son droit de garder le silence. Ce principe découle du principe de présomption d'innocence et implique que nul n'est tenu de s'incriminer. L'objectif est de renforcer le respect des garanties de la défense, renforçant ainsi la légitimité des décisions. Toutefois, l'originalité des présentes décisions réside dans l'application du droit de se taire aux procédures préalables.

En articulant l'application du droit au silence autour de la notion de grief, le Conseil d'État cherche à trouver un équilibre entre la protection du droit fondamental de ne pas contribuer à sa propre incrimination et l'effectivité des procédures disciplinaires. Cette approche réduit significativement les possibilités d'annulation des procédures, même si elle peut être critiquée car elle semble limiter la protection du droit au silence aux cas où la seule preuve provient d'aveux non précédés de notification.

ACTUALITES

DROIT PENAL

Cass. Crim., 7 mai 2025

n° 24-82.093

Effacement des condamnations : quelles sont les conséquences d'une réhabilitation ?

Par **Dorothée GOETZ**

En cas de réhabilitation de plein droit d'une condamnation, la juridiction peut prendre en compte, lors de l'examen de la culpabilité et de la peine, cet élément de personnalité figurant régulièrement au dossier de la procédure par sa mention au casier judiciaire.

En l'espèce, le 4 février 2019, un individu est mis en accusation devant une cour d'assises pour viols aggravés et agression sexuelle. Le 5 avril 2023, cette juridiction le déclare coupable et le condamne à 8 ans d'emprisonnement. Elle se prononce également sur les intérêts civils. L'intéressé relève appel principal tandis que le ministère public et les parties civiles forment des appels incidents. Les seconds juges confirment la décision de condamnation et prononcent une peine de 12 ans de réclusion criminelle assortie de 5 ans de suivi socio-judiciaire.

Dans son pourvoi, l'accusé fait grief aux seconds juges d'avoir fait état de condamnations réhabilitées en mentionnant, dans la feuille de motivation, deux condamnations de son

casier judiciaire qui avaient été réhabilitées de plein droit.

Par le passé, la jurisprudence a déjà indiqué que l'autorité judiciaire à laquelle est délivré le bulletin n° 1 du casier judiciaire peut y puiser tous éléments d'information utiles à l'application de la peine, même s'il s'agit de condamnations réhabilitées (Cass. crim. 14 novembre 1991, n° 90-82.969). Surtout, par un arrêt plus récent, la chambre criminelle est venue préciser qu'en matière criminelle, s'il est donné connaissance à la cour et au jury de condamnations réhabilitées, la cassation n'est pas encourue si la feuille de motivation ne se réfère pas à ces condamnations réhabilitées parmi les éléments l'ayant convaincue lors de sa délibération sur la culpabilité de l'accusé

et le choix de la peine (Cass. crim. 18 novembre 2020, n° 19-87.637).

Par une interprétation *a contrario* de cet arrêt, le requérant pensait pouvoir en conclure que la cour d'assises ne pouvait pas, lorsqu'elle s'est prononcée sur la peine, relever que son casier judiciaire mentionnait deux condamnations réhabilitées.

RÉHABILITATION ET EFFACEMENT DE LA CONDAMNATION

La Cour de cassation ne partage pas cette lecture. Sans aucune hésitation, elle affirme que la cour d'assises pouvait valablement, pour se prononcer sur la peine, relever que le casier judiciaire de l'accusé portait mention de deux condamnations réhabilitées. Pour justifier le rejet du pourvoi, les hauts magistrats se fondent sur les articles 133-16 du code pénal et 769 du code de procédure pénale. Ils considèrent en effet que la réhabilitation de plein droit d'une condamnation n'interdit pas à la juridiction de prendre en compte, lors de l'examen de la culpabilité de l'intéressé ou de la peine, cet élément de personnalité figurant régulièrement au dossier de la procédure par sa mention au casier judiciaire.

Ainsi, ils rappellent que la réhabilitation qui peut être légale (articles 133-13 à 133-17 du code pénal) ou judiciaire (articles 782 à 799 du code de procédure pénale) a seulement pour

conséquence d'effacer la condamnation. Elle emporte des effets qui consistent notamment en l'effacement des incapacités et déchéances qui résultent de la condamnation. Dans le même esprit, elle implique le retrait des fiches des bulletins n° 2 et 3 du casier judiciaire (mais pas de la fiche n° 1). *A contrario*, la réhabilitation ne préjudicie pas aux tiers et surtout, elle n'interdit pas la prise en compte de la condamnation pour l'application des règles sur la récidive légale. Ce faisant, la réhabilitation emporte des effets juridiques et il n'est pas interdit d'en faire état dans l'analyse des éléments de personnalité.

RÉHABILITATION ET AMNISTIE

En outre – et c'est le second intérêt de cet arrêt – la réhabilitation ne doit pas être confondue avec l'amnistie qui est conçue comme une marque d'oubli et de pardon, ce qui n'est pas le cas de la réhabilitation (article 133-9). Il est en effet interdit à toute personne qui, dans l'exercice de ses fonctions, a connaissance de condamnations pénales, de sanctions disciplinaires ou professionnelles ou d'interdictions, déchéances et incapacités effacées par l'amnistie, d'en rappeler l'existence sous quelque forme que ce soit ou d'en laisser subsister la mention dans un document quelconque.

Également dans l'actualité

Droit public

- Par un arrêt du 18 avril 2025, le Conseil d'État a confirmé une règle générale de procédure en matière de contentieux administratif, applicable même sans texte en vertu de laquelle un « membre d'une juridiction administrative qui aurait publiquement exprimé son opinion sur un litige en qualité de rapporteur public n'est pas en mesure de participer à la formation de jugement statuant sur le recours formé contre la décision juridictionnelle statuant sur ce litige ». (CE., 18 avril 2025, n° 488035).
- Par un arrêt du 9 mai 2025, le Conseil d'État a considéré que le droit de se taire consacré par la jurisprudence du Conseil constitutionnel en matière disciplinaire s'applique également aux étudiants poursuivis devant une section disciplinaire. Toutefois, le défaut de notification du droit de se taire ne sera susceptible de porter atteinte à la procédure uniquement si : « eu égard à la teneur des déclarations de l'utilisateur et aux autres éléments fondant la sanction, il ressort des pièces du dossier que la sanction infligée repose de manière déterminante sur des propos tenus alors que l'intéressé n'avait pas été informé de ce droit ». (CE., 9 mai 2025, n° 499277)

Droit civil

- En matière d'indivision forcée, chaque indivisaire dispose du droit d'user et de jouir du bien indivis, à condition de ne pas en modifier la destination sans l'accord unanime des coindivisaires, et de ne porter atteinte ni à leurs droits, ni à leur possession. Toutefois, chacun d'eux peut, en vertu de ses droits propres, s'opposer à des constructions nouvelles réalisées sans son consentement sur le bien indivis, et exiger leur suppression totale, sans pouvoir être contraint d'en assumer la propriété. (Cass. Civ. 3^e, 7 mai 2025, n° 24-15.027).
- La Cour de cassation a indiqué que l'obligation des partenaires de contribuer aux charges communes doit être évaluée au regard des ressources propres à chacun. Ce faisant, elle rappelle que cette obligation doit être appréciée in concreto. (Cass. Civ. 1^{re}, 5 février 2025, n° 23-12.946).

Droit des affaires

- "Les héritiers du cédant de parts sociales d'une société civile ne sont pas des tiers qui pourraient se prévaloir du défaut de publication de l'acte de cession, pour le voir déclaré inopposable à leur égard. (Cass. civ. 1^{ère}, 21 mai 2025, n° 23-10.119).
- Le créancier d'un époux marié sous le régime de la communauté de biens peut exercer des poursuites sur les biens communs, mais pas sur les biens de l'autre époux pour payer la dette de son époux débiteur, sauf s'il s'y engage personnellement. (Cass. civ. 1^{ère}, 21 mai 2025, n° 23-21.684).
- Dans un arrêt du 22 mai 2025, la Cour de cassation a jugé que « La procédure de référé devant le tribunal de commerce est régie par les dispositions communes à toutes les juridictions en matière de référé », et que « les dispositions applicables à la procédure au fond devant le tribunal de commerce ne trouvent pas à s'appliquer à la procédure de référé régie par les articles 484 et suivants du Code de procédure civile ». (Cass. Civ. 2^e, 22 mai 2025, n° 23-14.133).

Droit social

- La Cour de cassation considère qu'il résulte des articles L. 1132-1, L. 1132-4 et L. 1231-1 du code du travail que le salarié dont la rupture de la période d'essai est nulle pour motif discriminatoire ne peut prétendre à l'indemnité prévue en cas de licenciement nul mais à la réparation du préjudice résultant de la nullité de cette rupture. (Cass. soc., 25 juin 2025, n° 23-17.999).
- La Cour de cassation rappelle que les prétentions ne sont pas nouvelles en appel dès lors qu'elles tendent aux mêmes fins que celles soumises aux premiers juges. Elle juge que « c'est à bon droit que la cour d'appel, qui constate que la salariée sollicite à titre subsidiaire la requalification de contrats à durée déterminée en un contrat à durée indéterminée ainsi que la condamnation de l'employeur au paiement d'une indemnité de requalification et d'indemnités relatives à la rupture du contrat de travail requalifié, retient que ces demandes, présentées pour la première fois devant elle, ne tendent pas aux mêmes fins que la demande en paiement de rappels de salaire au titre d'un contrat à durée déterminée, seule présentée en première instance ». (Cass. soc., 25 juin 2025, n° 23-18.889).

- La Cour de cassation juge qu'en cas de licenciement d'un salarié en raison de la commission de faits de harcèlement sexuel ou moral ou d'agissements sexistes ou à connotation sexuelle, il appartient aux juges du fond d'apprécier la valeur probante d'une enquête interne produite par l'employeur, au regard le cas échéant des autres éléments de preuve produits par les parties. (Cass. Soc., 18 juin 2025, n°23-19.022).

Droit pénal

- Par un arrêt du 9 avril 2025, la chambre criminelle a apporté des précisions en matière de violation du secret du délibéré. Elle a en effet indiqué qu'encourt la censure l'arrêt de la cour d'assises des mineurs qui fait mention du nombre de voix s'étant prononcées dans le sens de la culpabilité. (Cass. crim. 9 avril 2025, n° 24-82.820).
- Le champ d'application de l'autorité de la chose jugée a été précisé par la chambre criminelle, dans un arrêt du 21 mai 2025 relatif à l'abandon de famille. Il est indiqué que les juges du fond ne peuvent pas, sans caractériser l'existence d'éléments constitutifs distincts, déclarer coupable un prévenu qui a fait l'objet pour les mêmes faits, sur une partie de la période de prévention, d'une relaxe. (Cass. crim. 21 mai 2025, n° 24-82.987).
- Le 6 mai 2025, la chambre criminelle a rendu un arrêt important à propos de la nullité de la garde à vue. Elle a rappelé qu'en application des articles 64 et D. 15-5-3 du code de procédure pénale, l'officier de police judiciaire établit un procès-verbal récapitulatif de fin de garde à vue mentionnant les informations données et les demandes faites en application des articles 63-2 à 63-3-1 du code de procédure pénale et les suites qui leur ont été réservées, sans qu'il soit nécessaire de dresser un procès-verbal pour chacune des diligences accomplies pour l'exercice de ces droits. Ce faisant, encourt la censure l'arrêt qui a prononcé la nullité de la garde à vue alors qu'il résulte des pièces de la procédure, dont la Cour de cassation a le contrôle, que l'officier de police judiciaire a, dans le procès-verbal récapitulatif de fin de garde à vue, fait état des diligences accomplies à la suite de la demande faite par la personne placée en garde à vue de s'entretenir avec l'avocat qu'elle avait choisi dès le début de la mesure, et des suites qui y avaient été données. (Cass. crim. 6 mai 2025, n° 24-86.191).

Le contrôleur général des lieux de privation de liberté (CGLPL)

■ Par Dorothee GOETZ

Au cours des années 1990, les pouvoirs publics prennent conscience des conditions de détention dégradées sur l'ensemble du territoire national. Ils en déduisent qu'il devient nécessaire qu'un organe extérieur assure le contrôle des conditions de détention. En juillet 1999, le garde des Sceaux Élisabeth GUIGOU confie à un groupe de travail présidé par Guy CANIVET, ancien premier président de la Cour de cassation, le soin de dresser des pistes d'amélioration pour le contrôle extérieur des établissements pénitentiaires. En mars 2000, cette commission propose des améliorations concrètes consistant notamment en l'élaboration d'une nouvelle loi pénitentiaire. Le but de ce texte était de redéfinir les missions de l'administration pénitentiaire et, surtout, de **garantir aux détenus un statut leur conférant des droits au regard de leurs conditions de détention.**

Pour surveiller les établissements pénitentiaires, il fut d'abord envisagé de confier cette mission au Médiateur de la République, autorité administrative indépendante ayant existé de 1973 à 2011. Suite à la ratification du protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines et traitement cruels, inhumains et dégradants adopté par l'assemblée générale des Nations-Unis le 18 décembre 2002, le législateur français a finalement institué, par la loi n°2007-1545 du 30 octobre 2007, un Contrôleur général des lieux de privation de liberté (CGLPL) et lui a conféré le statut d'autorité administrative indépendante.



QUEL EST LE STATUT DU CGLPL ?

Le CGLPL est une **autorité administrative indépendante spécialisée** dépourvue de la personnalité juridique et chargée de contrôler les lieux d'enfermement pour s'assurer du respect des droits fondamentaux des personnes privées de liberté. Son indépendance est assurée par son statut mais aussi par son autonomie de gestion. Au quotidien, le CGLPL accomplit sa mission en toute indépendance car il ne reçoit d'instructions d'aucune autorité. Le CGLPL est nommé pour un mandat unique de six ans, par décret du président de la République, après avis de la commission compétente de chaque assemblée. Il ne peut être mis fin à ses fonctions avant l'expiration de son mandat sauf démission ou empêchement. Actuellement, et depuis le 14 octobre 2020, Dominique SIMONNOT exerce la fonction de CGLPL. Elle est assistée par des contrôleurs qui sont placés sous sa seule autorité et qui sont tenus au secret professionnel et soumis à un devoir d'impartialité.

QUELLES SONT LES MISSIONS DU CGLPL ?

Les missions du CGLPL portent sur la surveillance des conditions matérielles de détention. A cette fin, le CGLPL doit veiller à la préservation d'un équilibre entre les droits fondamentaux des détenus et le maintien de l'ordre public et de la sécurité. Si les missions du CGLPL concernent principalement les conditions de détention, de rétention



ou d'hospitalisation, cette autorité administrative indépendante est également compétente pour contrôler les conditions de travail des personnels pour s'assurer notamment que l'organisation du travail n'impacte pas le fonctionnement de l'établissement pénitentiaire.

QUELS SONT LES MOYENS D'ACTION DU CGLPL ?

Pour exercer efficacement ses missions, le CGLPL dispose de plusieurs prérogatives. Il peut, à tout moment et sur l'ensemble du territoire national, **visiter** tout lieu où des personnes sont privées de liberté. Il s'agit évidemment des établissements pénitentiaires entendus au sens large, ce qui visent les maisons d'arrêt, les centres pénitentiaires, les centres de détention, les maisons centrales, les établissements pour mineurs, les centres de semi-liberté, les centres pour peine aménagée. Sont également concernés certains établissements de santé, en particulier les établissements de santé mentale ou les services de psychiatrie recevant des personnes hospitalisées sans leur consentement, les chambres sécurisées dans les hôpitaux, les unités pour malades difficiles et les unités médico-judiciaires. Le CGLPL peut également visiter à tout moment les établissements placés sous l'autorité conjointe du ministère de la santé et du ministère de la justice, les centres éducatifs fermés, les locaux de garde à vue, les centres de rétention administrative, les zones d'attentes des ports et aéroports, les dépôts et geôles de tribunaux ainsi que tout véhicule permettant le transfèrement d'une personne privée de liberté.

A l'issue de ces visites, le CGLPL peut initier des **poursuites** s'il relève des faits susceptibles de constituer une infraction ou des manquements disciplinaires. En outre, il peut émettre des **recommandations** et des **avis** dont les plus importants sont publiés au Journal officiel et constituent de véritables guides de bonnes pratiques. Ont ainsi par exemple été publiés des avis et recommandations du CGLPL à propos du droit à la correspondance des détenus, de l'encellulement individuel, de la prise en charge de la radicalisation islamiste en milieu carcéral.

Enfin, chaque année avant le 1^{er} juin, le CGLPL adresse son **rapport d'activité** au Gouvernement et au Parlement. Dans son rapport annuel 2024 rendu public le 21 mai 2025, le CGLPL dénonce une nouvelle fois l'insuffisance des recours ouverts aux détenus pour contester les conditions indignes de détention. Il aborde également la question de l'accès au téléphone au sein des établissements pénitentiaires et relève la persistance d'obstacles à la communication qui lui paraissent contraires au respect au droit à la vie privée et familiale des personnes détenues.

En introduction du rapport d'activité 2024, Dominique SIMONNOT souligne que: *« étrangers, malades, enfants maltraités, prisonniers, trop de nos concitoyens sont à l'abandon ! Qu'attendons-nous, collectivement de la peine ? De la psychiatrie ? De la protection de l'enfance ? Des centres de rétention ? »*.

**L'équipe du Centre de Formation Juridique
vous souhaite un bel été à tous !**



cfjuridique



Revue réservée aux étudiants du **Centre de Formation Juridique**

Toute reproduction, même partielle, est interdite.

-Année 2025-